

rendaient Norbert Metz plus propice aux avances faites par les hommes du gouvernement en faveur d'une conciliation avec la Couronne.

Pendant la guerre d'Italie, qui faillit attirer au Grand-Duché des conséquences autrement pénibles que l'augmentation des versements en espèces à la Confédération germanique, Norbert Metz se plaça résolument derrière le dernier ministère présidé par M. Simons, à l'encontre de quelques-uns de ses partisans libéraux, qui partageaient avec la Droite des sentiments austrophiles.

Pour expliquer les raisons pour lesquelles Jules Metz au «*Courrier*» et Norbert Metz à l'Assemblée des Etats professaient maintenant des sympathies plutôt prussophiles, nous reproduirons une partie du discours que le chef des libéraux prononça au parlement le 11. 7. 1859.

La France et l'Autriche en guerre se trouvant toutes les deux sous des régimes autocratiques, «*régimes qui ont influé sur la modification de nos institutions,*» il n'y a pas lieu de s'étonner qu'aucun de ces pays ne rencontre «*d'immenses sympathies*» au Luxembourg.

«*Dans notre pays, disait N. Metz, l'on est avant tout pour le régime constitutionnel, pour les libertés publiques, et si la guerre qui se fait en ce moment, devait avoir pour résultat de démontrer à quoi aboutit la politique qui se fait par les souverains quelquefois en dehors des intérêts du pays, si elle avait pour résultat de faire intervenir la volonté nationale là où s'imposaient les caprices, les fantaisies, la gloire, les intérêts dynastiques d'un seul, quelque précieux que soit le sang qui a coulé, il ne faudrait pas trop le regretter, car il aurait fait faire un progrès immense à l'humanité.*»

Loin de vouloir détacher le Luxembourg de la Confédération germanique, Norbert Metz l'engage à choisir entre les deux grands courants qui se sont établis au sein de la Confédération : celui qui accepterait l'hégémonie de l'Autriche et celui qui confierait la direction à la Prusse. L'orateur indique deux raisons qui, pour lui, militent en faveur de la raison de se placer à côté de la Prusse. La première et la principale réside dans le fait que ce pays se trouve être à la tête de l'Allemagne libérale. «*La seconde raison, c'est que la politique proprement dite, l'équilibre européen, la question des frontières des Etats ne se règle pas indépendamment des intérêts matériels des pays. Faisant partie du Zollverein où nulle autre nation mieux que la Prusse ne saurait défendre ces intérêts, nous ne devons pas non plus hésiter de marcher avec ce pays quand il se refuse de courir à la légère les aventures de la guerre et les chances des batailles et qu'il est bien décidé à ne laisser porter aux droits et aux intérêts allemands aucune atteinte.*» (27 bis)

Ces nouvelles sympathies de Norbert Metz étaient tellement imprévues que le «*Luxemburger Wort*», qui défendait la cause autrichienne, ne tarda pas de les mettre en opposition avec celles que le chef libéral avait professées du temps qu'il faisait partie du gouvernement Willmar et qui faillirent rompre les relations avec l'Union douanière.